

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Accord-cadre de prestations d'organisation
d'animations musicales dans le cadre de
l'évènement "Toulouse Commerces en Fête" des 9,
10 et 11 mai 2024**

N° du CCP : 24HTEGAR06L

Acheteur :
Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse
2 Rue d'Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Dispositif de vigilance	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
5 - Protection des données à caractère personnel	5
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	5
5.2 - Obligations du titulaire	5
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	5
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	5
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	6
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	6
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	6
5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	6
5.2.8 - Sort des données	6
5.2.9 - Délégué à la protection des données	7
5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	7
5.2.11 - Documentation	7
5.3 - Obligations de l'acheteur.....	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
7 - Prix	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
7.2 - Modalités de variation des prix.....	8
8 - Garanties Financières	8
9 - Avance	8
10 - Modalités de règlement des comptes	8
10.1 - Paiements	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
10.4 - Paiement des cotraitants.....	9
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
11 - Conditions d'exécution des prestations	9
11.1- Présentation de « Toulouse Commerces Fête »	10
11.1.1- Contexte et descriptif de l'évènement.....	10
11.1.2- Cibles de l'opération	10
11.1.3- Objectifs stratégiques de l'opération.....	10
11.2 – Contenu des prestations d'animation	10
11.3 – Equipe dédiée	11
11.4 – Matériel	11
11.5 – Réunion de mise au point.....	11
11.6 – Obligation de résultat	12
12 - Développement durable	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
13.2 - Décision après vérification	12
15 - Pénalités.....	12
16 - Assurances.....	12
17 - Résiliation du contrat	13
17.1 - Conditions de résiliation	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13

18 - Règlement des litiges et langues.....13

19 – Circonstances imprévisibles14

20 - Dérogations14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent un marché de services d'animations dans le cadre de l'évènement "Toulouse Commerces en Fête" des 9, 10 et 11 mai 2024.

Dans une démarche de soutien de l'économie locale, la CCI de Toulouse et Toulouse Métropole organisent l'évènement « Toulouse Commerces en Fête ».

Dans le cadre de l'organisation de cet évènement, un partenariat a été conclu entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse, Toulouse Métropole, la Fédération des Associations de Commerçants, artisans et professionnels de Toulouse et l'Agence d'Attractivité afin d'organiser l'évènement "Toulouse Commerces en Fête".

Cet évènement aura lieu les 9, 10 et 11 mai dans le centre-ville de Toulouse et aura pour objet la création d'un afflux de consommateurs via l'animation musicale sur l'espace public.

Dans le cadre de ce partenariat, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse désignera, par attribution du présent marché, un titulaire en charge des prestations d'animations musicales.

Lieu(x) d'exécution :

Toulouse
31000 TOULOUSE

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière,
- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services – CCAG-FCS 2021
- Le cadre de réponse technique (CRT),
- les actes spéciaux de sous-traitance (hors marché de fourniture) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 - Intervenants

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

L'interlocuteur direct de la CCI Toulouse Haute-Garonne pour l'exécution des prestations sera :

Monsieur Jean-Christophe RAMIS
Chargé de Développement Commerce et Tourisme
Jc.ramis@toulouse.cci.fr

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat. La durée du traitement correspond à la durée de vie du contrat.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@occitanie.cci.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tout moyen faisant foi et à date certaine.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont celles définies par loi et règlement.

5.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

La durée du contrat démarre à compter de la date de notification et jusqu'à l'achèvement de l'évènement, soit le 11 mai au soir (enlèvement installations).

L'exécution des prestations aura lieu du 09/05/2024 matin au 11/05/2024 soir.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application de prix mixtes :

- un prix global forfaitaire pour l'ensemble des prestations d'animations musicales,
- des prix unitaires pour du matériel qui pourra être commandé par l'acheteur en cas de besoin.

Cela selon les stipulations de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont notamment réputés comprendre tous les déplacements des artistes et personnel qui sera mobilisé pour l'animation, leur logement, restauration, rafraichissements, leurs honoraires, les frais de conception du programme, de gestion de l'évènement, frais de personnel, les loges, camions, parking matériel et le cas échéant le montage et démontage des scènes... (à exception du matériel et installations qui seront fournis par un partenaire, voir article 11.3).

Les prix intègrent aussi les prix de production de SACEM et SPRE.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Sans objet.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Paiements

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le paiement des prestations aura lieu tel que défini ci-dessous :

- Pour le prix global et forfaitaire :
 - 30% du montant total du prix global et forfaitaire indiqué à l'annexe financière sera payé entre la date de la notification et la date de tenue de l'évènement, après réception de facture émise par le titulaire
 - Le montant restant du prix global et forfaitaire indiqué à l'annexe financière sera payé après service fait et à compter de la réception de la facture émise par le titulaire
- Pour les prix unitaires : par émission de bon de commande.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 183 100 023 00013

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

11.1- Présentation de « Toulouse Commerces Fête »

11.1.1- Contexte et descriptif de l'évènement

Cet événement a lieu le week-end prolongé du 9 au 11 mai. C'est un week-end qui se caractérise par une activité commerciale amoindrie. Afin de promouvoir la consommation locale, cet événement a pour objet d'animer le centre-ville et faciliter l'échange entre consommateurs et commerçants.

Cette opération comporte :

-une piétonisation du périmètre de l'hyper centre-ville : toutes les rues du périmètre communément appelé « Hyper centre-ville », intérieur Garonne et intérieur Boulevard, seront fermées à la circulation. Seuls les riverains et services de secours seront autorisés à pénétrer dans ce périmètre. La circulation étant interdite, les commerçants pourront déballer les produits et articles devant leur vitrines afin de réaliser toutes les actions de mise en valeur de leur produits qu'ils jugeront pertinentes.

-des animations musicales : afin de rendre le centre-ville attractif, les Elus ont décidé de proposer un volet « animations musicales » devant attirer les consommateurs. Celui-ci se compose d'animations fixes et d'animations dites « déambulantes ».

Les animations fixes seront présentes sur 3 zones identifiées : place de la Trinité, place St-Georges et rue d'Alsace-Lorraine (coin avec la rue du Poids de l'Huile).

Elles devront permettre d'attirer, d'animer et de créer une ambiance sur une zone sans être un point de fixation. Les 3 zones seront équipées d'un podium et d'une arrivée électrique chacune.

Les animations mobiles devront permettre d'animer le périmètre dans sa globalité par une programmation et un circuit adapté.

-un plan média : un visuel ainsi qu'un plan media conséquent ont été élaboré par le service Communication de Toulouse Métropole.

Le présent marché couvre uniquement la partie animations musicales.

11.1.2- Cibles de l'opération

Les consommateurs de Midi-Pyrénées.

11.1.3- Objectifs stratégiques de l'opération

L'objectif stratégique de l'opération est de favoriser le développement du commerce local en créant un afflux de consommateurs via l'animation de l'hypercentre.

11.2 – Contenu des prestations d'animation

Le titulaire aura la charge :

- de concevoir un programme d'animations musicales,
- de contractualiser directement avec les artistes et de gérer les animations musicales dans leur totalité,
- de garantir la tenue des animations musicales pendant toute la durée de l'évènement,
- de faire un montage vidéo en amont de l'évènement et sous forme de teasing.

Sur demande de la CCI, il pourra éventuellement être chargé de fournir et/ou monter/démonter un ou plusieurs podiums, fournir une table par podium pour la pose du matériel de régie.

Conception du programme d'animation

Ce programme s'étalera sur trois journées consécutives du 9 au 11 mai, dans les plages horaires suivantes : créneau d'intervention de 10h00 à 18h30. Dans ce créneau horaire sont incluses les répétitions le cas échéant.

Ce programme répondra au dispositif suivant :

- un dispositif fixe d'animations musicales qui aura lieu sur trois scènes, chacune sur une place de l'hypercentre de Toulouse : square Charles de Gaulle, Place de la Trinité et Place Saint Georges,
- un dispositif déambulant dans l'hypercentre (le trajet sera organisé en collaboration avec la CCI une fois le prestataire désigné).

Le programme proposé suivra la thématique de la musique sur les trois jours. Les animations de chaque place auront la même ambiance durant les trois jours et toujours en lien avec la thématique globale de la musique.

Ces animations auront lieu par phases (phases d'animation suivies de moments de pause) afin de créer une ambiance en hypercentre, propice aux échanges entre commerçants et piétons.

Contractualisation avec artistes et gestion des animations

Le titulaire proposera dans son programme différents artistes possédant une notoriété et une qualité artistique susceptible d'attirer le plus grand nombre de publics. Le titulaire aura en charge de contractualiser et d'assurer la planification et la gestion administrative et financière afférente à la venue et à la participation des différents groupes de musique. Cela prend en compte la prise en charge et la réservation des hôtels, taxis, déplacements directement en lien avec les personnes concernées et les frais de déplacement et d'hébergement afférents (avion, train hôtel, taxis...) ainsi que les honoraires, accueil, gestion et toute autre prestation directement en lien avec les animations musicales de l'évènement commandées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire fait le lien entre les artistes et la CCI.

Tenue des animations

Le titulaire mettra en place un régisseur, par scène et par journée pour garantir la sonorisation de l'animation ainsi qu'une régie générale. Il mettra à disposition du régisseur les enceintes, matériel et mobilier nécessaires pour mener à bien la prestation. Il garantit, pendant toute la durée de l'évènement, la correcte exécution des prestations et notamment une sonorisation des animations continue et de qualité.

Montage vidéo

Afin de faire la promotion de l'évènement sur les réseaux sociaux en amont, le titulaire réalisera un teasing de 30 secondes en reproduisant des images des artistes qui seront sur scène. La CCI devient propriétaire de la vidéo teasing, sans droits d'auteur à verser car intégrés à la base du présent marché. La CCI acquiert les droits d'exploitation dans le cadre de l'utilisation et communication de la vidéo, avec le maintien en évidence du nom du titulaire. Le titulaire aura la charge si nécessaire de faire les demandes d'autorisations de droits à l'image. Il s'assure au préalable de droits d'utilisation et de diffusion des réalisations. Il remettra la vidéo teasing à la CCI dans le format souhaité par la CCI qui sera défini dans la réunion de mise au point. Il fournira la vidéo à la CCI dans un délai et format qui seront définis de commun accord lors de la réunion de mise au point définie à l'article 11.5.

11.3 – Equipe dédiée

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes (intervenants et interlocuteur unique) dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée de l'évènement et sans interruption, un niveau constant de compétence de son équipe, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

11.4 – Matériel

La Mairie de Toulouse fournit un podium par place (et table et barrières de sécurité pour chaque place) ainsi que l'arrivée électrique pour chaque place (coffret électrique).

Le titulaire fournit le matériel nécessaire pour la sonorisation de l'évènement et le matériel éventuellement commandé par la CCI sur demande par application des prix unitaires définis dans l'annexe financière.

11.5 – Réunion de mise au point

Afin de cadrer l'organisation de l'évènement, le titulaire organisera une réunion avec le référent de la Chambre une réunion de mise au point de l'évènement qui servira notamment à valider tous les éléments techniques. Les deux parties se réuniront autant de fois que nécessaire afin de définir en amont la prestation. Dans cette réunion sera défini le délai et format de la vidéo de teasing à transmettre au référent CCI.

11.6 – Obligation de résultat

Le prestataire retenu devra sous sa responsabilité apporter son professionnalisme en matière de coordination de l'ensemble des prestations, de conception, de gestion, d'aménagement d'espaces et des prestations afférentes à la bonne exécution de ce type d'événement.

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des charges et aux documents contractuels. Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés et devra assurer intégralement la réalisation des prestations.

12 - Développement durable

Le présent marché prévoit des performances en matière de développement durable.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

15 - Pénalités

Le titulaire encourt l'application des pénalités suivantes :

Fait	Pénalité
Pénalité de retard : retard début animation	500 € par heure de retard
Changement d'un artiste initialement proposé	10% du coût de l'artiste et pas de surcout pour artiste remplaçant
Absence artiste sans remplacement ou lorsque le remplacement proposé ne convient pas à la CCI	Le coût de l'artiste à rembourser + 25%
Absence régisseur	500 € par heure de retard
Matériel qui dysfonctionne	500 € par heure de dysfonctionnement jusqu'à changement du matériel
Pénalité de retard : retard réception vidéo teasing	250 € par jour de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV - Tél. : 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 – Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

20 - Dérogations

- L'article 6 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services